




**Innovation**  
in Conflict Prevention



# Le Manuel de Prévention des Conflits



**IGARAPÉ INSTITUTE**  
a think and do tank



# Résumé

1. Introduction .....	1
2. Une Typologie des Approches relatives à la Prévention des Conflits .....	4
2.1. Au-delà de la Dichotomie Structurelle/Opérationnelle .....	4
2.2 Intégration de la question de genre dans la prévention des conflits .....	11
Perspectives pour l'avenir .....	13
À propos de l'Institut Igarapé .....	15

# Le Manuel de Prévention des Conflits

Institut Igarapé<sup>1</sup>

## 1. Introduction

Après un demi-siècle de déclin, la fréquence et la sévérité des conflits armés ont commencé à augmenter à nouveau en 2010. Les données du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) montrent que le nombre de conflits armés non internationaux ont plus que doublé depuis le début du millénaire, et qu'il existe désormais davantage de groupes armés impliqués. L'Institute for Economic and Peace (l'Institut pour l'Économie et la Paix) a constaté que le niveau de pacifisme avait chuté dans 92 pays, alors que 71 pays avaient connu des améliorations. C'est une tendance d'un déclin de la paix qui s'est poursuivie sur quatre ans. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont représenté la majorité des conflits, mais des effets collatéraux sur d'autres zones, dont l'Afrique subsaharienne, ont également contribué à la détérioration de la paix dans le monde.

Le nombre de conflits à l'intérieur d'un même État a augmenté en Afrique ; en 2017, le continent a connu 18 conflits de ce type. Une étude du PRIO (Institut de recherche sur la paix d'Oslo) relève que, malgré le fait que ce chiffre représente une baisse par rapport au chiffre de 2016 qui répertoriait 21 conflits de ce type, il reste significativement plus élevé qu'il y a dix ans, avec 12 conflits de ce type enregistrés en 2007. Le nombre de morts au combat a varié selon les années, et en 2017, la plupart d'entre elles se sont produites au Nigéria, en Somalie et en République démocratique du Congo. Le scénario pour les conflits non-étatiques est largement plus pessimiste. En 2017, l'Afrique a connu 50 conflits non-étatiques, contre 14 en 2011. Ce qui fait de l'Afrique le continent le plus touché par les conflits non-étatiques, et de loin. De plus, le nombre de morts au combat lors de conflits non-étatiques en Afrique a doublé au cours de la même période, atteignant le chiffre de 4 300 en 2017. Ces morts se sont concentrées dans les 11 pays africains qui ont connu des conflits non-étatiques.

---

<sup>1</sup> Le manuel a été rédigé par Adriana Erthal Abdenur, Robert Muggah, et Giovanna Kuele. L'Institut Igarapé remercie également M. Gustavo de Carvalho, de l'Institute of Security Studies (ISS), pour ses suggestions.

Ces tendances se sont traduites par un danger accru pour les civils. En 2018, 68,5 millions de personnes à travers le monde ont été déplacées par contrainte, dont 25,4 millions de réfugiés et 10 millions d'apatrides<sup>2</sup>. Le BCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) estime que plus de 134 millions d'individus à travers le monde ont besoin d'une assistance humanitaire et d'une protection, et que le conflit reste le principal facteur de la hausse de ces besoins humanitaires<sup>3</sup>. Dans le même temps, la crise humanitaire mondiale se produit dans un contexte d'amoindrissement des ressources, pas uniquement en ce qui concerne la réponse humanitaire, mais aussi pour les initiatives préventives, puisque les organisations multilatérales et les donateurs ont connu des réductions de budget. En décembre 2017, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a parlé d'un écart de 11 milliards de dollars dans le financement humanitaire mondial. Relevant la probabilité d'une prolongation dans le temps des conflits et de l'intensification des effets du changement climatique, il a ajouté qu'il n'y avait pas de signe d'une diminution des besoins en aide humanitaire.

Les États semblent allouer les ressources à d'autres domaines, notamment à la dépense militaire. En effet, la hausse des conflits mondiaux coïncide avec une nette augmentation des dépenses en défense au niveau mondial. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses totales en défense au niveau mondial ont atteint 1 740 milliards de dollars en 2017, un nouveau record si l'on tient compte de l'inflation. Cela représente 2,2% du PIB mondial ou 230 dollars par personne.<sup>4</sup>

Les guerres ne sont pas simplement plus fréquentes que par le récent passé, elles sont beaucoup plus longues et violentes. Les conflits à rallonge, caractérisés par leur longévité, leur complexité et leur mutabilité, deviennent plus fréquents pas seulement en raison du manque de respect du droit international humanitaire, mais aussi car les causes profondes de conflit ne sont pas correctement abordées. Dans de nombreux pays, le conflit armé est devenu la norme plutôt que l'exception. De plus, les conflits armés à rallonge ayant des effets collatéraux au niveau régional ne provoquent pas seulement des désastres humanitaires, ils remettent en question les approches dominantes de la communauté internationale en matière de résolution des conflits.

---

2 UNHCR (2018) « Aperçu statistique » : <http://www.unhcr.org/fr-fr/aperçu-statistique.html>

3 OCHA (2018) « Aperçu de la situation humanitaire mondiale en 2018 » (en anglais) : <https://interactive.unocha.org/publication/globalhumanitarianoverview/>

4 SIPRI (2018) « Le niveau des dépenses militaires mondiales se maintient à 1 700 milliards de dollars » 2 mai : [https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex\\_press\\_release\\_fre\\_1.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex_press_release_fre_1.pdf)

Dans le même temps, les organismes internationaux engagés dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement ont effectué de nouvelles tentatives visant à développer des moyens de promotion de la paix et de la stabilité plus efficaces. Au cours de la première année du mandat de Guterres, une action conjointe de l'ONU et de la Banque mondiale a donné lieu à l'élaboration d'un rapport intitulé Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents. Le rapport, paru en septembre 2017, marque le premier partenariat substantiel entre ces deux institutions (toutes deux initialement créées avec le mandat explicite de prévenir les conflits) concernant les moyens concrets d'éviter l'éclatement ou la récurrence du conflit armé<sup>5</sup>. Dans le cadre du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité du Comité d'aide au développement (CAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a élaboré des nouveaux outils afin d'évaluer la prévention des conflits et la consolidation de la paix<sup>6</sup>. Clairement, le niveau d'intérêt pour la recherche factuelle sur la prévention des conflits a augmenté.

Ce manuel cherche à apporter plus de clarté sur les concepts et la mise en œuvre de la prévention des conflits. Sur la base de consultations approfondies à l'ONU et à l'Union à l'Afrique (UA) et avec le soutien des Affaires mondiales (Canada), il offre une définition pratique ainsi qu'une typologie des approches préventives innovantes. En établissant une nomenclature standard, l'objectif est d'aider à l'amélioration du partage des connaissances notamment à travers l'Afrique. Dans le même temps, le manuel est conçu pour offrir aux décideurs politiques et aux professionnels des pistes et des idées pour la priorisation, la conception, la mise en place et l'évaluation de la prévention des conflits. Plus spécifiquement, le manuel vise à :

- a) donner aux décideurs politiques et aux professionnels travaillant dans des organisations multilatérales, des agences de coopération et de développement bilatéral, et aux acteurs au niveau national et infranational une meilleure compréhension des dimensions conceptuelles essentielles de la prévention des conflits ;
- b) fournir une typologie succincte des principales pratiques en matière de prévention des conflits ;
- c) mettre en place des moyens pour que le genre puisse être rendu opérationnel dans la prévention des conflits ; et d) offrir des exemples concrets de pratique innovante.

---

<sup>5</sup> Un premier document a été publié le 21 septembre 2017, et des documents complémentaires sont attendus dans le courant de l'année : « Nations Unies ; Banque mondiale. 2017. Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents. Washington, DC: World Bank. © <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

<sup>6</sup> Voir, par exemple, Marie Gaarder et Jeannie Annan (2013) "Impact Evaluation of Conflict Prevention and Peacebuilding Interventions" Document de travail n°6496 en recherche politique (en anglais) <http://www.oecd.org/dac/evaluation/ImpactEvaluationofConflictPreventionandPeacebuildingIntervention.pdf>

Le manuel<sup>7</sup> est divisé en trois grandes parties. La première offre un bref aperçu des débats et des concepts majeurs relatifs à la prévention des conflits, ainsi que la manière dont ceux-ci ont évolué au sein de l'ONU et de l'UA/des Communautés économiques régionales (CER). Ensuite, nous définissons ce que nous entendons par innovation dans la prévention des conflits. La troisième partie du manuel est dédiée à une typologie de prévention des conflits qui peut être utilisée pour cartographier et analyser les pratiques et les réponses relatives à la prévention des conflits. La dernière partie du manuel comprend une liste de références bibliographiques et de ressources connexes.

## 2. Une Typologie des Approches relatives à la Prévention des Conflits.

### 2.1. Au-delà de la Dichotomie Structurale/Opérationnelle

De nombreuses typologies de prévention des conflits existantes<sup>8</sup> font la distinction entre les causes immédiates de conflit et les facteurs structurels plus profonds. Si la séparation de ces deux catégories peut paraître artificielle (en pratique, plusieurs réponses peuvent s'appliquer à des causes de conflit immédiates et structurelles à la fois), ces idéaux-types fournissent une logique organisationnelle basique pour penser (et concevoir) des réponses qui tiennent compte des facteurs essentiels. La distinction entre la prévention opérationnelle et structurelle établie par l'UA reflète cette logique. S'il est largement admis qu'il ne s'agit pas de catégories dures (en d'autres termes, de nombreux facteurs, et par conséquent de nombreuses solutions également, se trouvent de part et d'autre de la ligne de démarcation), notre approche conceptuelle cherche à faire la distinction entre les causes de conflit sous-jacentes ou profondes, et les différends et les dynamiques d'escalade plus immédiats qui peuvent déboucher sur une violence armée.

---

7 Le manuel fait partie d'une initiative plus large, dirigée par l'Institut Igarapé en partenariat avec l'Institute of Security Studies (ISS), qui vise à cartographier, à analyser et à promouvoir des pratiques innovantes concernant la prévention des conflits dans trois régions d'Afrique : la Corne de l'Afrique, le grand Sahel, et la région des Grands Lacs. Le projet, intitulé Innovation dans la Prévention des Conflits (ICP), associe une étude documentaire et des entretiens avec des acteurs-clés de l'ONU, de l'UA et des CER avec un travail de terrain effectué entre 2017 et 2018 à propos de six pays africains : Guinée-Bissau, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Mali. L'initiative est également basée sur une vaste interaction avec les acteurs d'organisations internationales concernés, à savoir l'ONU, l'UA ainsi que les sièges et les bureaux de terrain des CER. Les résultats du projet comprennent une variété de notes de politique, de documents de recherche, de tribunes libres, de podcasts, et d'autre publications, ainsi qu'une série d'ateliers qui se sont tenus à Addis Abeba, New York, et Ottawa. L'initiative ICP a également produit deux composantes basées sur la technologie : une base de données des initiatives relatives à la prévention des conflits basée sur la typologie présente dans le manuel et une application interactive, appelée CPeace (Connecting Peace [Connecter la paix]), destinée à promouvoir l'interactivité entre les différents groupes de professionnels, de décideurs politiques et de chercheurs dans le domaine de la prévention des conflits.

8 Voir, par exemple CCPDC 1997.

L'approche dichotomique immédiate/structurelle de la prévention a été influencée par le fort intérêt porté à la notion d'État fragile (ou, dans sa version la plus extrême, à celle d'État en faillite). Si la notion de fragilité d'un État est profondément institutionnalisée au sein de la Banque mondiale et de l'OCDE, elle a également été influente au cours de débats relatifs à la prévention des conflits au sein de l'ONU et de l'UA. L'OCDE, par exemple, publie un rapport sur les États fragiles tous les ans depuis 2005 ; le rapport vise à « suivre les apports d'aide à un ensemble de pays considérés comme les plus fragiles du monde. » En 2015, cette approche a connu une évolution dans le sens où l'organisation a proposé une compréhension de la fragilité qui va au-delà des États fragiles et touchés par des conflits, telle que reflétée dans le « Rapport sur les États de fragilité ». Cependant, ces deux institutions se reposent principalement sur le concept de fragilité afin d'établir des listes, classements, et autres catégories dures utilisés pour définir le niveau (et, dans une certaine mesure, le type) d'aide (notamment l'aide au développement) qui est mis à la disposition de chaque État.

Même si le concept de fragilité d'un État est également influent auprès de l'ONU et de l'AU, les Objectifs de développement durable (SDG) ont créé de nouveaux impératifs de réflexion autour des facteurs de fragilité (dont les conflits) au-delà de ces catégories. Plus spécifiquement, le SDG n°16 vise à réduire toutes les formes de violence dans tous les pays, et pas seulement dans ceux qui sont considérés comme fragiles. Cette idée n'élargit pas seulement la compréhension des causes de la fragilité, mais elle étend également les attentes sur la manière dont les États, et plus généralement la communauté internationale, devraient s'attaquer à ces problèmes, conflits inclus.

Cependant, l'accent continue d'être mis sur les États membres pris individuellement en tant que principal niveau d'analyse, et de réponse politique par conséquent. Des domaines tels que le politique, l'économie, le socio-culturel, ainsi que des facteurs de conflit institutionnels sont analysés et des réponses sont élaborées pour chacun de ces domaines, ou (plus rarement) dans une approche plus intégrée qui tente de s'attaquer à plusieurs facteurs à la fois, comme dans le cas de stratégies de croissance inclusive.

Par conséquent, une attention particulière est portée aux facteurs qui sont soit endogènes à un pays, ou qui se manifestent initialement dans cet espace territorial. Pourtant, la plupart des conflits actuels, dont ceux situés en Afrique, comprennent des niveaux de facteurs différents et entrecroisés, du local à l'infranational au national et au régional, ainsi qu'aux facteurs transnationaux. Ces derniers comprennent non seulement le crime organisé sous toutes ses formes (trafic de drogue, de personnes, et d'armes), mais aussi le terrorisme, et des activités connexes telles que la corruption et le blanchiment d'argent. Ceux-ci sont liés de manière complexe et se renforcent souvent mutuellement, et ils profitent tous les deux d'une faiblesse institutionnelle provoquée par le conflit, et contribuent à ce phénomène. De plus, les ingérences géopolitiques (qu'elles proviennent d'autres acteurs régionaux ou de puissances mondiales) peuvent avoir des effets profonds et durables sur les pays et contribuer à la propagation du conflit.

En plus de rendre la prévention des conflits plus efficace, la prise en compte de ces facteurs de conflit transnationaux a une portée politique : agir de la sorte ouvre de nouvelles voies pour que l'agenda de la prévention des conflits devienne véritablement universel, au lieu d'être étroitement associé aux États à faible revenu touchés par des conflits. Cette universalité est très conforme à l'esprit de la Paix durable et à l'appel lancé à tous les acteurs, États membres et organisations régionales compris, pour qu'ils prennent leurs responsabilités dans la prévention des conflits.

La typologie de la prévention des conflits devrait donc saisir non seulement la dichotomie structurelle/opérationnelle, mais aussi inclure effectivement une troisième dimension qui reconnaisse les dynamiques transnationales plus larges, dont les différends géopolitiques, comme des facteurs de conflit. Dans la typologie ci-dessous, nous faisons référence à cette troisième colonne sous le nom de Prévention Transnationale afin de prendre en compte non seulement le rôle qu'un tel phénomène joue dans la naissance et l'exacerbation des conflits, mais également le rôle essentiel que les initiatives sous-régionales, régionales et mondiales jouent (ou devraient jouer) dans la prévention des conflits, que ce soit à travers des initiatives ponctuelles, des actions continues, ou des actions normatives destinées à endiguer l'émergence ou la récurrence des conflits.

**Tableau 1.** Une Typologie de la Prévention des Conflits

	Prévention Opérationnelle	Prévention Structurelle	Prévention transnationale
<b>Objectifs</b>	Gérer la crise en cours; éviter l'escalade et la récurrence	S'attaquer aux causes profondes du conflit, y compris à la manière dont il est lié au sous-développement et aux clivages qui s'y rapportent afin de s'assurer que des crises n'émergent pas ou ne soient pas récurrentes à l'avenir.	Empêcher les flux et les processus qui contribuent à la naissance du conflit, et/ou concevoir des processus de coopération transnationaux qui aident à prévenir le conflit.



	Prévention Opérationnelle	Prévention Structurelle	Prévention transnationale
<b>Mesures</b>	<p>Systèmes d'alerte précoce et réponse rapide;</p> <p>Médiation et Facilitation;</p> <p>Diplomatie préventive et système de bons offices</p>	<p>Développement de statistiques nationales et infranationales fiables et de connaissances de production s'y rapportant</p> <p>Déploiement d'institutions politiques inclusives; de politiques pour une croissance inclusive; du développement durable; d'une gestion des ressources naturelles; d'un État de droit, de justice et de sécurité citoyenne; d'une bonne gouvernance et d'institutions fortes; de politiques sociales.</p>	<p>Combattre le crime organisé (blanchiment d'argent, trafic d'armes illégal, trafic d'êtres humains, piraterie, violence extrémiste); renforcer les mécanismes régionaux (ou sous-régionaux); politique migratoire; politique relative au changement climatique; résilience aux catastrophes; échanges culturels et éducatifs; et coopération Sud-Sud pour la consolidation de la paix.</p> <p>Recours à la Force (Maintien de la paix et réponses ponctuelles); Missions politiques; envoyés spéciaux; et soutien électoral</p>
<b>Horizon temporel</b>	<p>Court terme/Moyen terme: mobilisée lorsque l'apparition, l'escalade ou la résurgence du conflit est imminente.</p>	<p>Long terme: mobilisée lorsque les facteurs de conflit ont été identifiés.</p>	<p>Court, moyen et long terme: l'intervalle de temps des mesures transnationales peut varier de façon importante.</p>

Les trois types de prévention des conflits proposés dans cette typologie (opérationnelle, structurelle et transnationale) nécessitent une collaboration entre une large variété d'acteurs, mais le troisième exige plus particulièrement des réponses cohérentes et durables à travers des accords transnationaux. Toutes les actions listées dans cette colonne nécessitent une coopération entre les États, la société civile et les entités du secteur privé. Dans l'idéal, elles sont coordonnées avec des réponses au niveau national et infranational, en raison notamment de leur connexion avec la prévention structurelle.

Il existe également des éléments de prévention des conflits qui sont communs à toutes les catégories, à savoir les droits de l'homme et l'inclusivité. Dans la partie suivante, nous nous concentrons sur un aspect de l'inclusivité qui a manifestement renforcé les trois catégories de prévention des conflits (immédiate, structurelle et transnationale) : la parité hommes-femmes dans la prévention des conflits.

Dans la base de données de la Prévention des conflits bâtie par l'Institut Igarapé dans le cadre de l'initiative ICP, la typologie a fait ressortir les catégories et sous-catégories suivantes<sup>9</sup> :

**Tableau 2.** Catégories de la base de données du Projet ICP concernant la prévention des conflits

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	CODE
PRÉVENTION OPÉRATIONNELLE	Systèmes d'alerte et de réponse précoces	EWS
	Médiation et Facilitation	MAF
	Emploi de la Force: Maintien de la paix	UFP
	Emploi de la Force: Réponse ponctuelle	UFA
	Mission politique	PMS
	Envoyé spécial	SPE
	Soutien électoral	ELE
	Réconciliation Nationale et Dialogue	NRD
	Réponse face à l'émigration et aux réfugiés	MRR

<sup>9</sup> Ces catégories s'élargiront à mesure que les projets s'ajouteront à la base de données.

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	CODE
PRÉVENTION STRUCTURELLE	Développement du secteur privé	PSD
	Croissance inclusive et réduction de la pauvreté	ING
	Développement durable	SUD
	Gestion des ressources naturelles	NRM
	État de droit, de justice et de sécurité citoyenne	RUL
	Renforcement de la société civile	SCO
	Bonne gouvernance et institutions solides	GOG
	Politique éducative	EPO
	Politique sanitaire	HPO
	Sécurité alimentaire et agriculture	FSA
	Égalité de genre	GEQ
	Développement rural	RDE
	Développement urbain	UDE
	Filets de sécurité sociale	SSN
	Programmes pour la jeunesse	YOP
	Réforme de la sécurité sociale	SSR
	Désarmement, démobilisation et réintégration	DDR
	Prévention de l'extrémisme violent	PVE
	Développement infrastructurel: Communications	IDC
	Développement infrastructurel: Transports	IDT
Développement infrastructurel: Énergie	IDE	
Préparation et résilience face aux catastrophes	DPR	
Protection du patrimoine culturel	CHP	

CATÉGORIES	SOUS-CATÉGORIES	CODE
PRÉVENTION TRANSNATIONALE	Coopération contre le trafic de drogue illégal	CID
	Coopération contre la corruption et le blanchiment d'argent	CML
	Coopération contre le trafic d'armes illégal	COI
	Coopération contre la piraterie	COP
	Coopération contre la violence extrémiste et le terrorisme	COE
	Combat contre le crime organisé: Trafic d'êtres humains	COT
	Renforcement des mécanismes régionaux/sous-régionaux	REG
	Coopération et coordination sur l'émigration	MCC
	Coopération et Coordination sur le changement climatique	CCP
	Coopération sur la résilience face aux catastrophes	DRC
	Échanges culturels et éducatifs	CEE
	Coopération en matière de science, de technologie et d'innovation	STC
	Coopération Sud-Sud	SSC
	Coopération contre le trafic de drogue illégal	CID
	Coopération contre la corruption et le blanchiment d'argent	CML
	Coopération contre le trafic d'armes illégal	COI
	Coopération contre la piraterie	COP
	Coopération contre la violence extrémiste et le terrorisme	COE
	Combat contre le crime organisé : Trafic d'êtres humains	COT
	Renforcement des mécanismes régionaux/sous-régionaux	REG

## 2.2. Intégration de la question de genre dans la prévention des conflits

La typologie de prévention des conflits proposée ici intègre la question de genre au lieu de traiter celle-ci comme un sujet de niche, même si les réponses spécifiques au genre peuvent également être incluses dans la rubrique « politiques sociales » dans le cadre de la prévention structurelle. L'idée est que toutes les réponses, qu'elles relèvent de la prévention opérationnelle, structurelle ou transnationale ou de plusieurs à la fois, comprennent à la fois l'inclusion significative des femmes et l'adoption d'une perspective de genre.

La littérature universitaire récente sur le genre et la sécurité admet que les femmes et, plus largement, le genre, jouent un rôle essentiel dans les conflits, ainsi que dans la prévention et la résolution des conflits. En tant que facteur déterminant des identités individuelles et de groupe à l'instar de l'appartenance ethnique, de la classe sociale, de l'âge, de la race et de la religion, le genre façonne profondément le vécu des personnes dans des contextes de conflits. Dans le cas des femmes et des filles, alors qu'elles sont traditionnellement décrites comme des victimes de guerre et tendent effectivement à souffrir de manière disproportionnée de certaines formes de violence, de déplacement, et de déposssession, adopter une perspective de genre permet aussi de reconnaître que les femmes endossent une large variété de rôles allant de celui de combattantes à médiatrices, en passant par ceux de consolidateurs et de bâtisseurs de paix.

En plus de la dimension de justice sociale, il existe des raisons pragmatiques en faveur de la promotion de la participation significative des femmes et de la prise en considération des questions de genre dans la prévention des conflits. Une variété d'études récentes indiquent que les méthodes standards de maintien de la paix, dont les négociations de paix de Type I, s'avèrent inefficaces lorsque les femmes sont laissées de côté ou incluses uniquement de manière symbolique. Une des statistiques qui ressort montre que presque la moitié des accords de paix signés dans les années 90 ont été bafoués dans les cinq ans qui ont suivi, avec une récurrence concernant la guerre civile particulièrement élevée. L'inclusion des femmes (et d'organisations de la société civile centrées sur les femmes) dans de tels processus a prouvé que cela pouvait réduire les conflits et conduire à la stabilité. Selon une étude, l'inclusion des femmes et de la société civile dans un processus de paix rend l'accord 64% moins susceptible d'échouer ; toutefois, une autre étude a estimé que de tels accords sont 35% plus susceptibles de durer au moins quinze ans que ceux qui n'ont pas inclus les femmes. Malgré cet impact prouvé, la participation des femmes dans les négociations de paix et dans d'autres aspects de la médiation et de la facilitation, pour ne citer qu'un seul type de réponse inclus dans la typologie de prévention des conflits présentée ici, reste minime.

L'importance de l'intégration des femmes dans les initiatives relatives aux conflits et à la paix est plus largement reconnue au niveau mondial, notamment depuis la quatrième Conférence sur les femmes, qui s'est tenue à Pékin en 1995, et depuis que la résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité de l'ONU a appelé à une hausse de l'accès aux femmes à la prévention et à la résolution des conflits. La résolution 1325 déclarait que les initiatives sensibles aux questions de genre devaient impliquer les femmes dans toutes les étapes et tous les mécanismes des accords de paix, afin de s'assurer que les droits humains des femmes et des filles soient respectés. Le développement permanent des plans d'actions nationaux (PAN), également dans des contextes post-conflits ou de conflits en cours, peut être compris comme faisant partie de la tentative visant à tenir compte des besoins, des exigences et des rôles des femmes dans des contextes de conflit. De la même manière, l'AU (et par conséquent les CER) a adopté une série d'initiatives concernant les femmes, la paix et la sécurité destinées à améliorer la participation des femmes à la prévention des conflits et à garantir leur inclusion dans des processus et des institutions post-conflits. Paradoxalement, même ces institutions ont tardé à incorporer les femmes dans leurs rangs de médiateurs et pour occuper des rôles de bâtisseurs de paix.

La parité hommes-femmes n'est pas seulement nécessaire dans la prévention opérationnelle, elle l'est également dans la prévention structurelle et transnationale. Sans l'inclusion des femmes et l'incorporation de la perspective de genre dans la conception des politiques sociales, dans la croissance inclusive et dans le développement durable, il est probable que les écarts de genre ressurgissent, même dans des contextes de conflits armés où un accord de paix a été signé. De la même manière, la prévention transnationale nécessite que les institutions transnationales et régionales prennent le genre au sérieux afin de développer et de promouvoir des normes d'inclusivité qui aident à maintenir la paix par-delà les frontières.

Dans le cadre de ce manuel, la parité hommes-femmes dans la prévention des conflits renvoie à l'adoption d'une perspective de genre transversale dans la conception, la mise en œuvre, et la surveillance et l'évaluation des réponses relatives à la prévention des conflits, afin de corriger les déséquilibres de genre et d'incorporer une compréhension de la manière dont le genre influe sur les dynamiques de conflit et vice versa. Le genre, en d'autres termes, est pris en compte dans toutes les catégories présentes dans la typologie ci-dessus, ainsi que dans les études de cas et les analyses qui ont émergé de cette initiative.

Nous comprenons la parité hommes-femmes comme une composante essentielle du processus plus large visant à rendre la prévention des conflits plus inclusive, ce qui implique également l'incorporation des points de vue, des expériences, des exigences et des inquiétudes d'autres groupes, tels que les jeunes, les personnes âgées, et les minorités ethniques et religieuses

**Table 3.** Exemples de mesures de prévention des conflits sensibles au genre

Prévention immédiate	Prévention structurelle	Prévention transnationale
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation significative des femmes dans les négociations de paix ;</li> <li>• Renforcement des capacités parmi les médiateurs féminins ;</li> <li>• Systèmes d'alerte précoce qui prennent en compte les disparités de genre, la violence sexuelle basée sur le genre, et les autres facteurs de genre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'un plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité ;</li> <li>• Développement de lois, de politiques et d'institutions de genre</li> <li>• Mécanismes visant à prévenir la violence sexuelle basée sur le genre</li> <li>• Initiatives afin d'augmenter la participation des femmes à la vie politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseaux régionaux de médiateurs féminins</li> <li>• Initiatives visant à enrayer le trafic d'êtres humains et les autres formes de crime organisé ayant de lourds impacts sur les femmes et les filles</li> <li>• Inclusion significative et plurielle des femmes dans les processus de paix organisés au niveau régional.</li> </ul>

## Perspectives pour l'avenir

Ce manuel est destiné à déplacer la discussion sur la prévention des conflits sur une voie plus concrète et plus innovante en offrant des outils conceptuels, notamment la typologie couvrant les réponses immédiate, structurelle et transnationale. La typologie représente la fondation de la base de données de la Prévention des conflits de l'ICP qui, associée aux résultats du projet basés sur le texte, vise à aider les décideurs, les professionnels, les chercheurs, et les autres acteurs à cartographier, à analyser et à s'inspirer d'exemples spécifiques d'actions relatives à la prévention des conflits dans certaines parties du continent africain. L'exercice offre les points suivants à dégager :

- Même si la communauté internationale s'est massivement concentrée sur le côté immédiat de la prévention des conflits, à l'aide d'outils tels que la médiation et les bons offices afin de prévenir l'éclatement ou l'intensification imminent du conflit, une meilleure attention portée à la prévention structurelle est nécessaire, avec une vision à long terme et des approches politiques adaptées.

- Malgré la focalisation majeure sur les États de manière individuelle, la prévention des conflits nécessitent qu'une plus grande attention soit portée aux facteurs transnationaux, que ce soit au niveau régional ou mondial. Des mouvements d'armes aux flux migratoires en passant par l'ingérence politique, les facteurs transnationaux réclament une coopération internationale beaucoup plus innovante concernant la prévention des conflits.
- Au vu de l'illustration de la manière dont les processus inclusifs contribuent de manière positive à la paix, tous les types de réponses en matière de prévention des conflits (qu'elle soit en premier lieu immédiate, structurelle ou transnationale) devraient inclure la perspective, et répondre aux besoins, des groupes de population qui sont particulièrement vulnérables dans des contextes de conflit, comme les femmes, les enfants, les personnes âgées et les minorités ethniques ou religieuses.
- Même si des communautés épistémiques mondiales ou régionales ont émergé autour de catégories spécifiques de la prévention des conflits, la médiation et la construction de la paix par exemple, encourager l'interaction et les échanges entre ces sous-groupes est nécessaire pour une approche plus compréhensive de la prévention des conflits.
- Il existe un besoin urgent de données et d'analyses fiables concernant la prévention des conflits qui va au-delà des études de cas et fait appel à un large éventail de méthodologies, à la fois qualitatives et quantitatives, les associant à des technologies innovantes qui permettent l'interactivité et la visualisation des données.
- L'acquisition de connaissances et l'élaboration de politiques concernant la prévention des conflits ne devraient pas rester l'exclusivité ou la chasse gardée des puissances mondiales et de leurs institutions connexes. La communauté internationale devrait travailler au renforcement du rôle, et même du « protagonisme », des organismes mondiaux du Sud dans la production de solutions innovantes relatives à la prévention des conflits basées sur les connaissances locales et les liens collaboratifs parmi les organismes existants à travers les pays en développement.



# À propos de l'Institut Igarapé

L'Institut Igarapé est un groupe de réflexion et de travail dédié aux politiques et aux actions factuelles relatives aux défis concernant la sécurité, la justice et le développement au Brésil, en Amérique latine et en Afrique. L'objectif de l'Institut est d'encourager le débat, de favoriser les liens, et de déclencher des actions.

Basé dans le Sud, l'Institut Igarapé réalise des diagnostics, attire l'attention, et co-élabore des solutions avec des partenaires publics et privés, souvent à l'aide de nouvelles technologies. Les secteurs-clés comprennent (i) les politiques en matière de drogue, (ii) la sécurité citoyenne, (iii) la paix et la sécurité, (iv) la hausse de la sécurité dans les villes, et (v) la cyber-sécurité.



## IGARAPÉ INSTITUTE

a think and do tank

Nous sommes une institution indépendante, apolitique et à but non lucratif dont le siège se trouve à Rio de Janeiro, mais dont les activités dépassent les frontières locales, nationales et régionales. Fondamentalement, l'Institut Igarapé est relié à un large écosystème d'organisations et d'agences au Brésil ainsi que dans le monde entier.

Le mot igarapé signifie "chemin du canoë" en tupi. Les igarapés sont de petits fleuves ou canaux, très communs en Amazonie, essentiels à la communication entre les peuples et permettant la connexion entre les grands fleuves.

La mission de l'Institut Igarapé est de servir de canal pour faciliter l'intégration des programmes de sécurité et de développement, tout en agissant dans le même temps comme une passerelle pour le dialogue entre les décideurs et les mouvements sociaux, et entre les sphères mondiale et locale.

### **Funding for the ICP Project**

Le financement du programme ICP est fourni par le gouvernement du Canada à travers les Affaires mondiales Canada: [www.international.gc.ca/gac-amc/index.aspx?lang=eng](http://www.international.gc.ca/gac-amc/index.aspx?lang=eng)

### **Institut Igarapé**

Tel/Fax: +55 (21) 3496-2114

[contato@igarape.org.br](mailto:contato@igarape.org.br)

[facebook.com/institutoigarape](https://facebook.com/institutoigarape)

[twitter.com/igarape\\_org](https://twitter.com/igarape_org)

[igarape.org.br/en](http://igarape.org.br/en)

**ICP email du contact:** [icp@igarape.org.br](mailto:icp@igarape.org.br)

### **Directeur artistique**

Raphael Durão

STORM.pt



# Innovation in Conflict Prevention



**IGARAPÉ INSTITUTE**  
a think and do tank

[www.igarape.org.br](http://www.igarape.org.br)